



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi  
Semaine du 16 septembre 2024

## Régional

### Le rapport sur l'indice mondial de cybersécurité 2024

[L'indice mondial de cybersécurité](#), lancé en 2015 par l'Union internationale des télécommunications (ITU), évalue les engagements nationaux en matière de cybersécurité. Il repose sur cinq domaines clés : i) mesures juridiques, ii) mesures techniques et procédurales, iii) structures organisationnelles, iv) renforcement des capacités et v) coopération internationale. Dans la région AEOI, Maurice se distingue avec une note de 20 sur 20, suivie par la Tanzanie (19,85), le Kenya (19,72), le Rwanda (19,62). L'Ouganda (16,59) et l'Éthiopie (15,27) occupent des positions intermédiaires, tandis que les Seychelles (10,05), le Soudan (9,63) et les Comores (7,83) se situent en bas de tableau. Les notes les plus faibles sont attribuées à la Somalie (7,48), au Sud-Soudan (6,88), à Madagascar (6,37), Djibouti (6,30), au Burundi (3,35) et à l'Érythrée (0,44).

## Burundi

### Le Burundi lance un projet de 92 MUSD pour accélérer les services publics numériques

Le Vice-président du Burundi, Prosper Bazombanza, a lancé un projet de 92 MUSD visant à améliorer l'accès à l'internet et à renforcer les services publics numériques. Financé par la Banque mondiale, le projet PAFEN (Projet d'appui aux fondations de l'économie numérique) s'inscrit dans la stratégie de développement du Burundi, avec pour ambition de devenir un pays émergent d'ici 2040 puis un pays développé d'ici 2060, en s'appuyant sur la technologie numérique comme moteur de développement. Les principaux défis du PAFEN seront de réduire la fracture numérique d'ici 2028, de faciliter l'accès aux services numériques dans le secteur public et d'établir un cadre juridique pour la protection des données. En outre, le projet vise à attirer des investissements privés pour développer l'infrastructure numérique, créant ainsi un environnement propice à la croissance numérique du pays.

# Comores

## Légère hausse de l'encours du crédit au 1<sup>er</sup> trimestre 2024

D'après la Banque centrale des Comores, le montant des crédits en cours s'est établi à 127,4 Mds KMF (environ 259 MEUR) à la fin mars 2024, soit +0,8 % par rapport à la fin de l'année 2023. Les crédits à destination des particuliers ont cru de 4 %, atteignant ainsi 80 Mds KMF (162,6 MEUR) à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre. Quant aux prêts octroyés à l'administration publique, ceux-ci ont augmenté de 5,9 % sur la période considérée, pour atteindre un montant de 6,3 Mds KMF (12,8 MEUR). A l'inverse, le montant des prêts à destination des entreprises privées s'est contracté de -10 %, baissant ainsi à 25,3 Mds KMF (51,4 MEUR). Les crédits à court terme injectés par les banques se sont repliés à 37,8 Mds KMF, soit une baisse de -3,1 % au T1 2024. Quant aux crédits à moyen et longs termes, ils se sont établis à respectivement 39,5 Mds KMF (-4,3 %) et 28,8 Mds KMF (-1,3 %) à la fin mars 2024. Ces catégories portant sur l'échéance des crédits n'incluent pas les créances douteuses.

# Djibouti

## Le ministre des Affaires étrangères djiboutien propose la gestion du port de Tadjourah sous forme de coentreprise à l'Ethiopie

Mahmoud Ali Youssouf, ministre des Affaires étrangères djiboutien, a proposé la cogestion du port de Tadjourah dans le cadre d'une coentreprise avec l'Ethiopie, sur le modèle de l'exploitation du chemin de fer éthio-djiboutien. Selon le ministre, cette proposition permettrait à l'Ethiopie de s'assurer un contrôle sur son accès à la mer, lui permettant de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité logistique. En contrepartie, elle permettrait à Djibouti de rentabiliser son investissement de 90 MEUR pour la construction du port, actuellement sous-exploité. Seulement dix employés y travaillent et les espaces de stockage sont souvent vides. Il s'agit pourtant d'une infrastructure de grande envergure, avec deux postes d'amarrage de 435 mètres dimensionnés pour traiter chaque année plusieurs millions de tonnes de potasse, de calcaire et de minerai de fer et un 30 hectares dédiés à la manutention des arrivages. Le ministre espère donc que l'implication contractuelle de l'Ethiopie dans la gestion du port permettra un regain d'activité et une hausse des emplois dans la région. Cette proposition intervient alors que le rapprochement de l'Ethiopie avec le Somaliland s'est concrétisé en janvier 2024 par la signature d'un *Memorandum of Understanding* entre les deux pays.

## Les résultats du troisième recensement général de Djibouti révèlent une population jeune et majoritairement urbaine

L'Institut national de la statistique de Djibouti a publié les résultats du troisième recensement général de population et de l'habitat. Avec un taux de croissance annuel moyen de 1,8 % par an, la population djiboutienne est passée de 818 159 habitants en 2009 à 1 066 809 en 2024. Ce recensement met en évidence plusieurs tendances, notamment une forte urbanisation du pays : 84,6 % des Djiboutiens vivent en milieu urbain, 72,8 % à Djibouti-Ville. Par ailleurs, la population est très jeune, avec un âge moyen de 25,6 ans et un âge médian de 22,9 ans. Réalisé 15 ans après le précédent, ce recensement vise à aider les autorités à adapter leurs politiques en fonction de la situation actuelle de la population, soulignant ainsi l'importance de la planification urbaine et de l'éducation des jeunes.

# Ethiopie

## Les banques commerciales allouent 100 Mds ETB pour attirer les transferts de fonds de l'étranger

Les banques commerciales ont annoncé allouer 100 Md ETB (952 MUSD) pour attirer les transferts de fonds de l'étranger, en leur permettant d'assurer le change de monnaie lors d'envois de fonds et d'offrir à la diaspora de nouveaux produits financiers. L'Ethiopie pourrait, selon la Banque centrale éthiopienne (NBE), générer jusqu'à 10 Mds USD par le transfert de fonds depuis l'étranger, ce qui en ferait la principale source de devises. En raison notamment d'un birr surévalué, les transferts de fonds s'élevaient, sur les deux dernières années, entre 5 et 6 Mds USD par an, de nombreuses transactions étant réalisées via le marché parallèle. Suite à la libéralisation du change de juillet 2024, le taux officiel du birr face au dollar, et celui du marché parallèle sont à présent quasi-alignés, ce qui pourrait favoriser l'usage de canaux formels. Le gouverneur de la NBE a d'autre part conseillé aux banques de concéder des avantages commerciaux, dont la suppression des frais de transferts de fonds et des taux avantageux, pour inciter leurs clients à utiliser des canaux formels. La *Commercial Bank of Ethiopia* (CBE), offrait par exemple un taux de 121 ETB pour le dollar transféré depuis l'étranger le 13 septembre, soit 12 % plus élevé que le taux du jour. La NBE a initié début septembre une campagne de promotion intitulée « Debo » afin de sensibiliser et favoriser les transferts de fonds et les investissements de la diaspora vers l'Ethiopie.

## Lancement d'un service de conteneurisation par la compagnie de chemin de fer éthio-djiboutienne

La compagnie de chemin de fer éthio-djiboutienne (EDR) a inauguré son premier service de conteneurisation de fret en vrac le 9 septembre 2024, en présence de Takele Uma, le nouveau PDG d'EDR, et de Gouled Ahmed Youssouf, Directeur général des Douanes de Djibouti. Remplaçant des wagons de vrac, la containerisation permet de transporter en grandes quantités diverses marchandises dans des conteneurs standardisés, simplifiant le transfert entre les différents moyens de transport (ferroviaire, routier) et réduisant le besoin d'équipements spécialisés ainsi que le coût de la main d'œuvre. Ce lancement intervient alors que la ligne ferroviaire éthio-djiboutienne n'est utilisée qu'à 38 % de ses capacités, avec 2,4 M t de marchandises transportées chaque année. Seules 15 des 32 locomotives de fret sont actuellement opérationnelles. Ce service est d'autant plus important qu'il pourrait permettre à l'Ethiopie de réduire ses pénuries régulières de carburant en facilitant le transport multimodal, le terminal *Horizon*, équipé pour recevoir et stocker le pétrole à Djibouti, n'étant à l'heure actuelle pas connecté au chemin de fer éthio-djiboutien.

# Kenya

## Signature de l'accord de partenariat sur les migrations et la mobilité entre l'Allemagne et le Kenya

Lors d'une visite officielle de deux jours en Allemagne, le Président kenyan William Ruto et le Chancelier allemand Olaf Scholz ont signé, le 13 septembre 2024, un accord de partenariat sur la migration et la mobilité. L'accord établit un cadre pour la coopération et l'échange d'informations sur la mobilité de la main-d'œuvre, l'apprentissage, la formation des étudiants, les besoins du marché du travail, l'emploi et le bien-être des travailleurs, la réadmission et le retour. L'accord permet aux Kényans étudiant ou suivant une formation en Allemagne d'obtenir des visas

de long séjour et des permis de résidence pour la durée de leurs études. À la fin de leurs études, ils auront également la possibilité de chercher un emploi sur place. En cas d'expiration de leur visa avant la fin de leurs études, un permis de séjour temporaire de deux ans sera accordé. En revanche, les immigrants clandestins devront être réadmis au Kenya.

## Le FMI reporte à nouveau la date d'approbation des nouveaux financements accordés au Kenya

Le FMI a de nouveau reporté l'approbation d'un nouveau financement d'au moins 600 MUSD pour le Kenya. Le retrait du projet de loi de finances 2024, qui a privé le gouvernement de 2,7 Mds USD de recettes supplémentaires, ainsi que le dépassement des objectifs de recettes de 1,6 Md USD, ont contraint les autorités kenyanes et le FMI à entamer de nouvelles discussions visant à fixer de nouveaux objectifs de recettes pour les futurs décaissements. Le programme initial de 3,6 Mds USD, approuvé en avril 2021 pour soutenir la reprise économique post-COVID-19, a déjà été ajusté à plusieurs reprises, notamment avec l'ajout en juillet 2023 d'une facilité de résilience et de viabilité (RSF) de 551,4 MUSD pour une durée de 20 mois. Le programme a fait l'objet de six révisions réussies, et la septième est actuellement en discussion.

## Ketraco a reçu des propositions de PPP pour des projets de lignes à haute tension

La *Kenya Electricity Transmission Company* (Ketraco) a reçu des offres d'investisseurs privés pour cinq projets de construction de lignes de transmission électrique haute tension, recherchant des investisseurs privés via des partenariats public-privé (PPP). Cette voie de financement est explorée par Ketraco en raison d'un déficit de financement public pour ce type de projets, déficit estimé par le gouvernement à 4,5 Mds EUR (650 Mds KES) pour les 10 prochaines années. Les projets incluent la construction de la ligne 132 kV Meru-Maua, de la ligne 220 kV Kwale-Shimoni (53 km), de la ligne 132 kV Kipevu-Mbaraki (7 km), de la ligne 220 kV Kiambere-Maua-Isiolo (145 km) et de la ligne 132 kV Githambo-Othaya-Kiganjo (72 km), avec une échéance de réalisation prévue entre 2026 et 2030. Ketraco prévoit à terme de construire 10 projets via des *Privately Initiated Proposals* (PIPs) et en a reçu trois, dont deux sont en phase de négociation avec *Adani Energy Solutions Limited* et une *joint-venture* entre *Africa50* et *PowerGrid of India*, tandis qu'une proposition émane d'EDF et concerne quatre projets de transmission électrique.

# Madagascar

## Signature d'un accord de partenariat entre Filatex Immobilier et Paddy Propco/Century 21 dans le secteur immobilier

Les sociétés Filatex Immobilier et Paddy Propco/Century 21 ont signé le 16 septembre un accord en vue de coopérer dans le secteur de l'immobilier à Madagascar. Cet accord porte principalement sur la commercialisation des projets immobiliers portés par Filatex Immobilier, le développement conjoint de futurs projets, le financement d'investissements immobiliers et la gestion des biens construits.

## Lancement du projet « Bio Horizon 2025 »

Le projet « *Bio Horizon 2025* » a été officiellement lancé lors de la Foire internationale de l'agriculture (FIA) qui s'est tenue du 12 au 15 septembre à Antananarivo. Ce projet sera financé à hauteur de 600 M MGA (environ 0,12 M EUR)

par le Fonds malgache de formation professionnelle (FMFP), soutenu par l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne (UE). Ce projet, piloté par le syndicat malgache de l'agriculture biologique (SYMABIO), devrait permettre de former plus de 1 000 acteurs de l'agriculture biologique pour accroître leurs compétences, garantir la certification « Bio » et trouver des débouchés sur les marchés étrangers.

## Maurice

### Stabilité du taux de prêts non performants en mars 2024 et hausse des crédits au secteur privé en glissement annuel

D'après la Banque centrale de Maurice, la part des prêts non performants dans le total des prêts des institutions financières a été de 4,7 % en mars 2024, en baisse par rapport à décembre 2023 (5,3 %), mais stable vis-à-vis de mars 2023. Quant aux provisions rapportées aux prêts non-performants, elles ont atteint un taux de 52,5 % en mars 2024, en baisse par rapport à mars 2023 (55,9 %). La croissance du crédit au secteur privé reste dynamique, à +6 % en mars 2024, bien qu'en ralentissement par rapport à la même période en 2023 (+7,9 %).

## Rwanda

### L'Union Européenne annonce un financement de 40 MEUR pour le secteur pharmaceutique rwandais

L'Union européenne a annoncé mardi 17 septembre un nouveau financement de 40 MEUR pour la fabrication locale et l'accès équitable à des produits de santé de qualité, sûrs, efficaces et abordables au Rwanda. Ce financement a été annoncé en marge de la conférence de trois jours sur la pharmacie et la biotechnologie en Afrique de l'Est, qui s'est tenue à Kigali du 17 au 19 septembre 2024. L'objectif de la conférence est de développer le secteur de la pharmacie et de la biotechnologie dans la région de l'Afrique de l'Est. La mise en œuvre des projets sera assurée par les agences des États membres de l'UE en collaboration avec le gouvernement rwandais.

## Seychelles

### Note souveraine des Seychelles confirmée à BB-, avec une perspective positive

L'agence de notation *Fitch* a confirmé la note souveraine des Seychelles à BB-, avec une perspective positive. Parmi les points forts du pays, l'agence relève les niveaux de revenus relativement élevés, la solidité des indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale et le soutien des institutions financières multilatérales. À l'inverse, elle pointe plusieurs fragilités, notamment la petite taille de l'économie, la dépendance du pays au secteur touristique et les risques liés au changement climatique. *Fitch* projette une croissance du PIB des Seychelles de 3 % en 2024 et 4 % en 2025. Quant à la dette brute du gouvernement, celle-ci devrait décroître à 57,7 % en 2024 et à 54,7 % en 2026 contre 59 % au 1<sup>er</sup> semestre 2024.

# Somalie

## La Somalie s'adhère à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Le lundi 16 septembre 2024, la Somalie a officiellement rejoint l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) lors de la 68<sup>ème</sup> conférence de l'AIEA à Vienne, en Autriche, devenant ainsi son plus récent membre.

# Soudan

## Ethiopian Airlines annonce un vol quotidien entre Addis Abeba et Port Soudan

Ethiopian Airlines a annoncé le lancement d'une liaison quotidienne vers Port Soudan à partir du 15 octobre. Pour rappel, cinq compagnies aériennes desservent actuellement Port Soudan, dont trois sociétés locales : *BADR Airlines*, *TARCO* et *Sudan Airways*, ainsi que deux compagnies internationales : *EgyptAir* et *Afriqiyah Airways*. Cette annonce fait suite à la décision des autorités de l'aviation civile soudanaise, en août, d'ouvrir l'espace aérien de l'est du pays. Toutefois, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) déconseille toujours aux opérateurs aériens d'utiliser l'espace aérien soudanais.

# Soudan du Sud

## Report des élections de 24 mois en raison d'un manque de fonds

Le Mouvement populaire de libération du Soudan du Sud (SPLM) a décidé de prolonger la période de transition de deux ans en raison d'un manque de fonds nécessaires pour l'organisation des élections, selon une déclaration du secrétaire général Peter Lam Both. Cependant, les partis d'opposition, regroupés sous la « *Coalition of Opposition Parties (COOP)* », ont critiqué cette décision, affirmant que le public n'avait pas été suffisamment consulté. Le leader de l'opposition, Deng Bol Aruai Bol, a appelé les Sud-Soudanais à organiser des manifestations pacifiques pour protester contre cette prolongation. Par ailleurs, ce sujet a notamment fait partie de l'ordre du jour de la rencontre entre le Président Salva Kiir et le chef du Conseil de la Souveraineté du Soudan, qui s'est rendu à Djouba le 16 septembre. En effet, au vu de cette extension, le Soudan du Sud a besoin d'un garant pour surveiller la mise en œuvre de l'accord de paix. À ce titre, le Président kenyan William Ruto est également attendu à Djouba pour soutenir les efforts de paix.

# Tanzanie

## Black Rock Mining (BRC) a conclu un accord de facilité de 179 MUSD pour développer le projet de graphite de Mahenge

La société minière australienne *Black Rock Mining*, basée en Tanzanie, a conclu un accord de prêts de 179 MUSD avec trois banques africaines pour développer le projet de graphite de Mahenge en Tanzanie. L'accord a été signé entre la *Development Bank of Southern Africa (DBSA)*, l'*Industrial Development Corporation (IDC)* d'Afrique du Sud et la *CRDB Bank* de Tanzanie. La *CRDB Bank* fournira 66 MUSD tandis que la *DBSA* et l'*IDC* ont engagé respectivement 59,6 MUSD et 53,4 MUSD. Le projet minier Mahenge est estimé à 213 M t de carbone graphitique et des réserves de divers minerais de 70 M t. Plusieurs sociétés minières sont actives en Tanzanie, l'un des pays africains les plus riches en graphite naturel. Grâce aux

différents projets miniers actuellement en développement, le pays ambitionne de devenir un fournisseur mondial de premier plan, aux côtés de la Chine, qui domine l'offre mondiale de ce minerai.

## **ARA Petroleum obtient une licence pour développer le champ gazier de Ntorya**

*ARA Petroleum*, basée à Oman, a officiellement reçu une licence de développement de 25 ans pour la découverte de gaz de Ntorya en Tanzanie. La licence, initialement accordée en mai, a été officiellement remise à Mtwara le 10 septembre 2024 par le vice-Premier ministre et ministre de l'Énergie Doto Mashaka Biteko à *ARA Petroleum Tanzania* et à son partenaire de développement *Aminex*. *ARA Petroleum* prévoit une première production de gaz en 2025, une fois le pipeline Ntorya-Madimba construit, qui devrait être achevé dans les six prochains mois, selon le vice-Premier ministre Biteko. *ARA Petroleum* a déjà commencé les travaux préparatoires sur le site de Ntorya, notamment le forage du puits d'évaluation Chikumbi-1, la sécurisation des terres pour les installations de traitement en amont et la préparation des travaux souterrains. La production initiale de gaz est estimée à 40-60 millions de pieds cubes standard par jour (mmscf/j), avec des projets visant à augmenter cette production à 140 mmscf/j, ce qui pourrait augmenter la production de gaz de la Tanzanie de 20 à 80 %. La société met également en place la logistique pour les opérations souterraines et agrandit les zones voisines pour un camp et un parc de stockage.

# CONTACTS

## Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Mathieu BRUCHON [mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr](mailto:mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART  
[quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

## Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE [beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr)

## Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Christophe MORCHOINE [christophe.morchoine@dgtrésor.gouv.fr](mailto:christophe.morchoine@dgtrésor.gouv.fr)

## Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC [gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr)

## Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Samuel LEFEBVRE [samuel.lefebvre@dgtrésor.gouv.fr](mailto:samuel.lefebvre@dgtrésor.gouv.fr)

## Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD [almuiz.mohamad@dgtrésor.gouv.fr](mailto:almuiz.mohamad@dgtrésor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

[mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr](mailto:mathieu.bruchon@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : [olive.nasibwondikabisa@dgtrésor.gouv.fr](mailto:olive.nasibwondikabisa@dgtrésor.gouv.fr)